



Comité économique et social européen

*CONFÉRENCE CONJOINTE
DU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN
ET DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL HONGROIS*

**Améliorer l'appropriation de la stratégie de Lisbonne au plan
national: la société civile est-elle suffisamment impliquée?**

Budapest, les 9 et 10 mars 2006

Discours inaugural
de

Mme Anne-Marie Sigmund

*Présidente
du Comité économique et social européen*

Seul le texte prononcé fait foi

Check Against Delivery

Monsieur le Président Demján,
Monsieur le Ministre Csizmár,
Messieurs ...,
Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un honneur et une grande satisfaction que de pouvoir inaugurer avec vous, Monsieur le Président et Monsieur le Ministre, cette importante conférence conjointe du Conseil économique et social hongrois et du Comité économique et social européen. Permettez-moi tout d'abord de vous exprimer tous mes remerciements au nom du Comité pour avoir eu la gentillesse et la générosité de nous convier à Budapest et nous avoir permis d'organiser cette manifestation dans le magnifique et historiquement si important bâtiment du Parlement hongrois.

J'aimerais profiter de cette occasion pour évoquer un événement d'une importance tout à fait majeure pour l'identité européenne, la révolution de Budapest qui a eu lieu il y a juste cinquante ans de cela. En 1956, les Hongrois sont montés sur les barricades avec une détermination et un courage qui forcent l'admiration pour lutter contre l'oppression et pour la liberté et la justice. Les Hongrois n'ont pas été immédiatement victorieux. Mais à long terme, ce soulèvement a aiguïlé la prise de conscience des valeurs européennes et posé des jalons pour l'avenir. Cela a considérablement favorisé l'intégration européenne. Nous ne pouvons que souhaiter que l'esprit de Budapest souffle sur notre rencontre d'aujourd'hui et instille un nouvel élan pour l'avenir.

Cette conférence revêt une signification particulière pour la société civile organisée de l'Union européenne telle qu'elle est représentée au sein du Comité économique et social européen et de ses partenaires européens et nationaux. Car cette manifestation de deux jours à Budapest est pour nous l'occasion de prendre publiquement position en faveur de l'un des grands projets de modernisation sociale de l'Union, la "stratégie de Lisbonne".

Cette stratégie est pour nous bien plus qu'un simple programme de réforme économique supposé faire en dix ans de l'Europe l'économie de la connaissance la plus compétitive au monde, selon la formule réductrice qui est malheureusement constamment employée. Nous considérons que les décisions du Conseil de Lisbonne de mars 2000 sont dans leur ensemble porteuses d'un projet d'avenir extrêmement ambitieux pour l'ensemble de la société européenne et que nous soutenons sans réserve, pour autant qu'il soit convenablement mené à bien.

Il va de soi que la société civile doit être activement associée à toutes les étapes d'un tel projet, qui aura des retombées sur le quotidien de tous les citoyens européens ainsi que sur les conditions de vie des générations futures. C'est pourquoi nous avons pris conjointement la décision d'axer cette conférence sur le thème "Améliorer l'appropriation de la stratégie de Lisbonne au plan national: la société civile est-elle suffisamment impliquée?" et d'adopter à ce sujet une position claire vis-à-vis des institutions de l'Union et des États membres.

Mesdames et Messieurs,

Le Conseil européen de mars 2005 a invité dans ses conclusions le Comité économique et social européen à former, avec les conseils économiques et sociaux nationaux des États

membres de l'Union et d'autres organisations partenaires, un réseau interactif autour des initiatives de la société civile visant à promouvoir la mise en oeuvre de la stratégie de Lisbonne, en vue d'évaluer l'application actuelle de cette stratégie et de faire des propositions d'amélioration. Par ailleurs, le Conseil a demandé que les résultats de cette coopération à différents niveaux de la société civile organisée fasse l'objet d'un rapport qui sera présenté lors du prochain Conseil européen de printemps 2006.

C'est bien volontiers que nous et nos partenaires, les conseils économiques et sociaux nationaux, avons accepté cette invitation et nous sommes mis énergiquement à la tâche. Les organisations partenaires nationales ont notamment examiné d'un oeil critique les plans de réforme nationaux qui sont à présent disponibles et réfléchi au rôle qui doit revenir au niveau national à la société civile organisée dans l'élaboration des politiques nécessaires à la mise en oeuvre de la stratégie, en se demandant ce qu'il en est vraiment dans la réalité et où se situent les points faibles. Les résultats de ces réflexions ont été publiés sous forme de 27 rapports nationaux.

La question de la mise en oeuvre de la stratégie de Lisbonne dans une perspective européenne a également été abondamment discutée au sein du groupe de liaison constitué depuis un an et demi entre le Comité économique et social européen et les organisations et réseaux européens de la société civile non directement représentés au sein du Comité. Ce groupe de liaison a exprimé un avis global dans sa contribution sur "l'avenir de la stratégie de Lisbonne". L'intérêt de cette contribution est qu'elle représente une synthèse, soigneusement pesée au préalable entre les membres du groupe de liaison, de positions qui recouvrent les points de vue, les convictions et les requêtes d'un grand nombre de membres nationaux des réseaux européens de la société civile représentatifs de divers secteurs.

Nous avons regroupé tous ces volumineux travaux dans un rapport de synthèse conséquent qui sera présenté lors du sommet de printemps 2006 du Conseil européen. Le chapitre d'introduction résume les enseignements tirés de ce travail commun et formule à l'adresse des responsables politiques les demandes qui s'imposent du point de vue de la société civile. Nous mettons également en avant dans ce rapport les moyens dont dispose le réseau interactif mis en place par le Comité économique et social européen avec ses partenaires pour soutenir la mise en oeuvre de la stratégie de Lisbonne. Nous soulignons parallèlement que le Comité et ses partenaires nationaux et européens sont non seulement disposés mais aussi souhaitent ardemment poursuivre avec les instances de l'Union ainsi qu'avec les États membres la coopération étroite et confiante engagée dans ce domaine.

Ce rapport de synthèse est communiqué pour la première fois aujourd'hui à un large public. Nous vous avons également transmis un autre document important élaboré par le Comité économique et social européen à la demande de la présidence autrichienne du Conseil de l'UE, à savoir l'avis sur le thème "*Le cheminement vers la société européenne de la connaissance – La contribution de la société civile organisée à la stratégie de Lisbonne*". Enfin, vous disposez également de la déclaration des Présidents et Secrétaires généraux des conseils économiques et sociaux de l'Union européenne et du CESE du 25 novembre 2005 intitulée "*Redonner confiance dans la construction européenne en mettant en place un véritable dialogue avec la société civile*". Ces documents vous seront présentés en détail au cours de la conférence et seront à la base de nos débats.

Nous espérons que les échanges d'aujourd'hui déboucheront sur d'autres suggestions intéressantes que le Président Demján et moi-même, qui préside cette conférence, pourrons intégrer dans la communication commune que nous présenterons lors du sommet européen de printemps. Je compte pour ma part formuler sur la base de nos discussions quelques recommandations selon moi particulièrement importantes à l'adresse des institutions de l'Union européenne, que je vous communiquerai lors de la séance de clôture.

Mesdames et Messieurs,

Je vous remercie de votre attention et espère que nous pourrons mener des débats intéressants et constructifs sur la question de savoir comment la société civile organisée que nous représentons peut contribuer efficacement à améliorer la mise en oeuvre de la stratégie de Lisbonne en la rendant attrayante et même enthousiasmante pour le citoyen européen, dans l'intérêt de l'avenir de l'Europe.
